



9 avril 2015

GREVE ET MANIFESTATIONS POUR EN FINIR AVEC L'AUSTERITE

Alors que :

- la situation pour des millions de salariés, retraités et privés d'emploi ne cesse de se dégrader.
- l'emploi du secteur public et du secteur privé est menacé.
- les richesses du travail servent à enrichir les plus riches.

Le gouvernement vient de faire le choix (en utilisant le 49-3) d'imposer la loi MACRON, dite « pour la croissance et l'activité » qui aura pour conséquences, si elle était appliquée, d'aggraver les inégalités.

En Seine-Maritime, les Unions Départementales CGT, FO, FSU et Solidaires ont décidé de répondre à l'appel national à la grève et aux manifestations.

Pour l'augmentation générale des salaires public / privé

L'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat est une nécessité sociale. Nous revendiquons l'augmentation générale des salaires, de la valeur du point d'indice dans la Fonction Publique, des pensions et des minimas sociaux, pour en finir avec l'austérité imposée aux salariés alors que les grands patrons, les banques et les actionnaires du CAC 40 engrangent des milliards de profits.

Il faut en finir avec le chômage et la précarité et donner une priorité à l'emploi avec un vrai contrat de travail et un vrai statut. Ces emplois stables naissent de l'activité économique au service de la satisfaction des besoins de la population, et de l'existence de règles et de normes au plan national, européen et international.

Pour de véritables emplois

Pour le retrait du projet de loi Macron

La Loi dite «Macron» a été adoptée en première lecture par le coup de force du 49-3. Cette loi signifie des privatisations, la destruction du contrat de travail transformé en simple contrat individuel de gré à gré, la banalisation du travail dominical et du travail de nuit (en créant la notion de travail en soirée). Les prud'hommes déjà très attaqués seraient liquidés. Elle libéralise et flexibilise à outrance.

.../...

Toutes les attaques orchestrées par le gouvernement découlent du «pacte de Responsabilité». Ce pacte est financé par 50 Milliards d'Euros de réductions des dépenses publiques et sociales qui remettent en cause davantage encore les services publics, la protection sociale et détruisent massivement l'emploi dans le secteur privé au travers de la diminution de la commande publique. C'est aussi le sens de la réforme territoriale.

**Pour le retrait
du pacte de
responsabilité
et du pacte
d'austérité**

**Pour la
défense
du droit
du travail**

Après l'échec des négociations sur la «modernisation» du dialogue social, Manuel Valls entend légiférer. S'il allait jusqu'au bout, cela constituerait un 49.3 social. Nous ne pouvons accepter la remise en cause des IRP, (Institutions Représentatives du Personnel), en particulier avec la disparition des CHSCT par un regroupement des instances dans des DUP (Délégation Unique du Personnel).

La mise en place de la réforme territoriale et des Métropoles se fait pour accompagner les politiques d'austérité menées en France et en Europe.

Dans cette logique libérale, le maintien et les développements des services publics ne sont pas une priorité avec notamment la fusion et la disparition de certains services.

**Pour le
développement
des services
publics**

TOUS EN GRÈVE

POUR :

- **En finir avec l'austérité**
- **L'augmentation générale des salaires**
- **La création massive d'emplois**
- **Pour le développement des services publics**
- **Le retrait du projet de loi Macron et du pacte de responsabilité**

MANIFESTATIONS

Rouen	10 h 00	Cours clémenceau
Le Havre	10 h 30	à la Sous-Préfecture
Dieppe	10 h 00	Gare SNCF